

Merci à newtiti37  
membre du site devenez-fonctionnaire.fr  
pour le partage de sa copie

ÉTIQUETTE  
D'IDENTIFICATION

*A compléter par le candidat*

*battre le cache qu'en présence d'un membre de la commission de surveillance*

~~concours externe - interne - professionnel - ou examen professionnel~~ <sup>(1)</sup>  
Rayer les mentions inutiles

#### À L'ATTENTION DU CANDIDAT

En dehors de la zone d'identification rabattable, les copies doivent être  
totalement anonymes et ne comporter aucun élément d'identification tel  
que nom, prénom, signature, paraphe, localisation, initiale, numéro, ou toute  
autre indication même fictive étrangère au traitement du sujet.

Il est demandé aux candidats d'écrire et de souligner si nécessaire au  
stylo bille, plume ou feutre, de couleur noire ou bleue uniquement.  
Toute autre couleur pourrait être considérée comme un signe distinctif par le  
jury, auquel cas la note de zéro serait attribuée. De même, l'utilisation  
du crayon surligneur est interdite.

Les étiquettes d'identification codes à barres, destinées à permettre à  
l'administration d'identifier votre copie, ne doivent être détachées et collées  
dans les deux cadres prévus à cet effet qu'en présence d'un membre de la  
commission de surveillance.

NOTE / 20  
15,25

## NOTE DE SYNTHÈSE

L'économie collaborative, qui est un modèle social et économique reposant sur le partage ou l'échange de biens, de services entre particuliers, connaît une croissance annuelle économique estimée à 36,4 % et représenterait en Europe selon le Sénat, 28 milliards d'Euros de transactions.

L'économie collaborative comprend à la fois, la consommation collaborative (pratique visant à augmenter l'usage d'un bien ou d'un service), ainsi que le travail collaboratif (travail en commun dans le but d'une action commune). 9 français sur 10 auraient au moins une fois en 2016 à une pratique de consommation collaborative selon le Ministère de l'Économie.

Les transformations socio-économiques résultant de l'émergence de ce nouveau modèle ne sont pas sans opportunités ni conséquences pour notre société.

Il convient de s'interroger d'une part, sur les atouts et les facteurs permettant sa croissance (I), mais également, sur les risques et les défis créés par ce nouveau mode économique, auxquels notre société doit faire face (II).

I) L'économie collaborative, un modèle se développant dans de nombreux secteurs d'activité (A) et dont l'essor est favorisé par les technologies numériques (B).

## A) Des biens et des services multiples entrant dans le champ de l'économie du partage.

Le contexte de la crise économique et financière de 2007/2008, ayant abouti pour une fraction importante des particuliers à la nécessité d'acquies des revenus complémentaires et/ou d'effectuer des économies, a contribué au développement de l'économie collaborative, tout comme la préoccupation croissante à la réalisation de la transition énergétique et écologique, et le renouveau du rapport à la propriété.

Un grand nombre de secteurs d'activité sont concernés par l'économie collaborative, comme l'échange de biens et de services. Ceux-ci représentaient en 2018 selon l'Institut Montaigne 61% des usages de l'économie collaborative.

Concernant les échanges et ou le commerce de biens, on peut relever des secteurs comme l'habillement, l'équipement électroménagers et divers, qui sont désormais réalisés entre particuliers. Concernant les services, ceux-ci vont du secteur du logement (habitat participatif, colocation, "coliving"...), au secteur du transport (covoiturage), mais concerne également l'activité de financement. Cette dernière activité généralement dédiée au secteur bancaire et financier, est aussi concernée par l'économie collaborative. Le "crowdfunding" entend démocratiser le financement de l'économie et permettre désintermédiation bancaire dans la levée de fonds.

Si les valeurs portées par l'économie collaborative sont le partage, la transparence et l'initiative, les technologies numériques ont permis d'accélérer l'essor de ce nouveau modèle.

## B) Le développement des outils numériques a renforcé la croissance de l'économie collaborative.

Les innovations technologiques ainsi que les plateformes collaboratives ont permis de réaliser la désintermédiation et la dématérialisation des échanges collaboratifs.

Les innovations technologiques et leur démocratisation, comme l'émer-

-gence des smartphones, de l'Internet haut débit, de la fibre, mais aussi de la géolocalisation ont notamment participé à cet essor de l'économie collaborative. Les innovations technologiques se poursuivent et ouvrent encore de nouveaux horizons pour l'économie collaborative. Les innovations technologiques se poursuivent et ouvrent encore de nouveaux horizons pour l'économie collaborative, comme la technologie "blockchain" qui permet l'expérimentation et la réalisation d'opérations de financement participatif.

Les plateformes collaboratives ont également favorisé l'essor de l'économie collaborative. Le Conseil d'Etat a établi une typologie de celles-ci, au nombre de 5 (création de biens communs, partage de biens, économie contributive, courtage, activité). On comptait en France en 2015, 189 plateformes françaises sur les 276 présentes (70%). Ces plateformes, jouant le rôle d'intermédiaire entre les utilisateurs et les prestataires, ont vu leur rôle croître, y compris au sein de l'économie traditionnelle. Les plateformes comme "Airbnb", "Uber" et "BlaBlaCar" représentaient sur les marchés boursiers, des valorisations totales pour un montant de 76,6 milliards d'US Dollars en janvier 2016.

Si les nouvelles technologies et les plateformes collaboratives ont permis l'essor de l'économie collaborative dans de nombreux secteurs économiques, notamment depuis la crise économique de 2007/2008; cet essor n'est pas sans poser de nombreux défis à notre société.

III) Des risques de déséquilibres dans les relations entre acteurs économiques (A) sur lesquels les pouvoirs publics agissent (a)

A) Des mutations entraînant des déséquilibres entre les acteurs économiques et l'organisation de la société.

La désintermédiation et la dématérialisation de l'économie collaborative, notamment par le biais des plateformes, entraîne des



bouleversements pour les acteurs économiques et de la société, à savoir l'Etat, les entreprises et les ménages salariés.

Concernant l'Etat, le risque de pertes de recettes fiscales face à ce nouveau modèle de société en plein essor est élevé. Si les revenus tirés de l'économie collaborative par chaque particulier sont imposables, la méconnaissance des particuliers ou les montants en jeu peuvent inciter volontairement ou non aux risques d'erreurs déclaratives et/ou de fraudes. Par ailleurs, un certain nombre de plateformes à dimension internationale, peuvent également optimiser leurs revenus imposables en faisant jouer la concurrence des systèmes fiscaux des différents états.

Concernant les entrepreneurs et les entreprises traditionnelles, celle-ci peuvent souffrir d'une concurrence déloyale et faussée, notamment en ce qui concerne les professions réglementées (chauffeurs de taxi, hôteliers...) tant sur le plan de la fiscalité que sur le plan réglementaire de leurs professions, plus contraignantes que ceux exerçant dans l'économie collaborative et susceptible de leur faire une concurrence directe. Par ailleurs, certaines plateformes collaboratives peuvent atteindre des tailles critiques et constituer ainsi à terme des monopoles dans leur secteur. Ces plateformes peuvent à terme aboutir à des négativités économiques, en n'investissant pas.

Concernant les ménages salariés, si ceux-ci peuvent obtenir des produits et des services moins onéreux en tant que ménages, ils peuvent être néanmoins confrontés à un risque de précarité de leur condition sociale ("uberisation"). La désintermédiation produit en effet une absence de lien traditionnel de subordination, puisque les prestataires officient dans l'économie collaborative ne partageant pas le statut de salarié, et donc la protection sociale s'y rattachant. La "discrimination digitale" est également un risque non négligeable.

L'ensemble de ces risques et de ces mutations poussent ainsi les pouvoirs publics à intervenir.

B) Les pouvoirs publics sont à la fois soucieux de développer ce nouveau modèle d'économie collaborative, source de croissance, mais aussi de réguler les effets néfastes de celui-ci.

En 2015, le 1<sup>er</sup> Ministre confie une mission sur l'économie collaborative au Député Pascal Terrasse, notamment sur les moyens de libérer son potentiel de croissance. Les pouvoirs publics s'engagent dans une démarche pragmatique visant à libérer la croissance de ce secteur (CARNUM, investissements, labels, ...) et à réguler les imperfections de celui-ci. C'est également le sens de l'agenda européen pour l'économie collaborative, dont la communication a été effectuée le 2 juin 2016.

Sur le plan de la fiscalité, la loi de finances de 2015 a permis la collecte de la taxe de séjour aux plateformes de réservation. Depuis 2020, celles-ci ont d'ailleurs l'obligation réglementaire de transmettre à l'administration fiscale les informations concernant les transactions et le nombre de celles-ci, lorsque ces dernières excèdent en montant, un total de 3000 € et en nombre, 20.

Sur le plan réglementaire, l'Etat légifère dans des nouveaux domaines créés par l'économie collaborative, comme le financement participatif, avec l'ordonnance du 30 mai 2014 visant à sécuriser juridiquement les transactions et les investisseurs. Les pouvoirs publics essaient de développer la transparence entre plateformes et utilisateurs.

Sur le plan social, une charte détaillant les responsabilités sociales des plateformes est prévue suite au projet de loi d'orientation sur les mobilités. Le rapport Terrasse préconise la mobilisation du Compte Personnel d'Activité (devenu CPF) pour sécuriser davantage les parcours professionnels. La loi du 6 août 2015 et du 7 octobre 2016 renforcent également les obligations d'information des plateformes vis-à-vis des utilisateurs particuliers.

L'économie collaborative est donc en plein essor, particulièrement depuis la crise de 2007/2008, et ce développement entraîne des

mutations économiques que les "pouvoirs publics" essaient de réguler, tout en accompagnant la croissance économique du secteur.

### NOTE DE PROPOSITION

L'économie collaborative ne cesse de prendre son essor depuis la crise économique et financière de 2007/2008. Selon le CREDOC, le développement de cette économie de "partage" reposerait sur 6 facteurs, comme l'essor du numérique, la croissance faible, la préoccupation environnementale, la défiance envers les institutions, le désir de mettre l'individu au centre et un renouveau vis-à-vis de la propriété.

Pour bénéficier pleinement du développement de l'économie collaborative, l'Etat peut à la fois mettre en œuvre les moyens pour accompagner ce développement (I), ainsi que les ressources pour que les bénéfices de ce développement lui incombent (II).

#### I) la politique fiscale, facteur d'investissement.

A) Favoriser fiscalement l'investissement dans le développement numérique et notamment la technologie "blockchain".

L'économie collaborative reposant notamment sur le développement de la technologie et du numérique, l'Etat peut opter pour une incitation à développer les nouvelles technologies qui se font jour, particulièrement la "blockchain" qui commence à émerger mondialement depuis 4 ans. Cette technologie qui permet de déconcentrer l'ensemble des informations et des ressources entre les utilisateurs d'un même réseau pourrait par exemple être l'objet d'un projet de développement, en lançant par exemple la souscription d'un emprunt sur une période déterminée auprès de la population avec un taux d'intérêt fixe garanti sur la même période et une défiscalisation intégrale des intérêts.

d'emprunt. Cela pourrait permettre de mobiliser une partie de l'épargne des ménages en investissant dans la "block-chain".

B) Elaborer une taxation simple et proportionnelle pour les contribuables des transactions faites sur les plateformes collaboratives.

La déclaration par les plateformes des transactions dont le total annuel par l'utilisateur excède 3000€ à l'année peut se révéler peu efficace et créer un effet de seuil. En effet, un usager qui vendrait régulièrement des objets sur une plateforme en ligne pour des faibles montants risquerait d'être découragé par l'effet de seuil des 3000€. A cet effet, une taxation à taux fixe (mais faible) sur le montant de la vente de chaque objet vendu, dont les plateformes en ligne seraient en charge de collecter celles-ci et de la reverser à l'Etat, sur le modèle de la TVA pourrait être pratiquée.

II) Un Etat arbitre, acteur et stratège.

A) Mettre en place une véritable sécurité sociale professionnelle

Selon le CAEDOC, la défiance envers les institutions est l'un des facteurs de développement de l'économie collaborative, mais peut également poser le problème de la cohésion sociale sur le long terme. L'Etat pourrait engager une vaste concertation avec les partenaires sociaux pour mettre en place une sécurité sociale professionnelle, condition qui permettrait de rassurer les salariés face à ces évolutions. Un consensus serait ainsi plus facile à obtenir sur le développement économique de l'économie collaborative.



B) Lancer un appel à projet pour investir l'emprunt précédemment souscrit.

L'Etat pourrait allouer une partie de l'emprunt à des projets choisis par des citoyens dans le domaine de la "blockchain", à travers des choix de votation sur internet, ce qui permettrait de développer les décisions participatives et inclure les citoyens dans les décisions d'investissement.

En conclusion, l'Etat pourrait, comme l'économie collaborative, être participatif, en levant des fonds pour l'investissement, et en intégrant les citoyens afin que ceux-ci aient confiance, pour développer davantage l'économie collaborative et que l'Etat en